

L'aide aux familles en temps de crise

La complexité et l'inadéquation des dispositifs actuels en faveur des familles méritent d'être questionnées à l'heure où, déjà fragilisées par la pandémie, celles-ci devront faire face à l'inflation et à la pénurie énergétique.



© CSP

La politique de la famille laisse encore largement à désirer en Suisse. Conçues comme maillon premier de la solidarité, les familles font l'objet de nombreuses attentes — soutien, soins et prise en charge économique — dont dépendent leur équilibre et l'intérêt des enfants. Jeudi 15 septembre à Genève, l'association CSP.ch a invité la presse pour dresser un bilan de la situation et émettre ses recommandations.

Qu'en est-il donc des familles qui sont confrontées à la précarité ? « Leur accompagnement figure depuis toujours au cœur du travail des CSP. Ce que nous constatons aujourd'hui, c'est qu'elles peuvent être confrontées à une forme de violence administrative : les aides ne sont pas adaptées aux familles contemporaines et à leurs problématiques, encore moins face aux évolutions parfois rapides du contexte socio-économique », relève Bastienne Joerchel, présidente de l'association CSP.ch et directrice du CSP Vaud.

Les facteurs de fragilisation

L'arrivée d'un nouvel enfant, le passage à la majorité ou encore l'entrée en formation des jeunes peuvent constituer autant de phases critiques dans les parcours de vie, en particulier pour les familles appartenant à la classe moyenne inférieure. D'autres facteurs comme une séparation ou l'allongement de la coresidence entre parent(s) et jeunes adultes, tel qu'il est observé par les sociologues, contribuent également à les fragiliser.

En l'absence d'une politique familiale globale en Suisse, les familles demeurent tributaires des dispositifs mis en place au gré de chaque canton. Outre que ces dispositifs varient d'une région à l'autre, les besoins réels se heurtent bien souvent à un système incroyablement complexe et hétéroclite. Pour ne prendre qu'un exemple, les forfaits d'entretien pris en compte dans le calcul des minima vitaux — et donc la couverture des besoins essentiels — diffèrent d'un régime à l'autre, selon l'administration dont on dépend. À cela s'ajoute que la rigidité du cadre légal empêche l'adaptation rapide et efficace des aides aux besoins qui peuvent émerger en cas de crise.

Mieux soutenir les familles

Les ménages de la classe moyenne inférieure ont été durement éprouvés par la pandémie et son cortège de mesures sanitaires. Aujourd'hui, une nouvelle crise menace leur équilibre financier et donc leur bien-être dans son ensemble. Il est essentiel dès lors de leur garantir les moyens d'assumer leur rôle de maillon solidaire. « Plus les familles sont soutenues par les politiques publiques, plus elles sont à même de générer des ressources », rappelle Eric Widmer, directeur de l'Observatoire des familles.

Adapter les aides aux conditions actuelles

CSP.ch soutient de façon globale toutes les propositions d'amélioration de la politique familiale. Compte tenu de leurs observations sur le terrain, l'association adresse plus particulièrement aux autorités de leurs cantons les recommandations suivantes :

- Adapter les subsides d'assurance maladie à l'augmentation annoncée des primes en 2023.

- Indexer au plus vite les forfaits d'entretien à l'évolution du coût de la vie.
- Introduire des prestations complémentaires destinées aux familles dans les cantons qui n'en disposent pas.
- Revoir les critères d'octroi des aides pour les adapter ou les compléter en cas de crise individuelle ou conjoncturelle, sur le modèle proportionnel mis en place dans le Canton de Vaud pour les subsides à l'assurance maladie.
- Soutenir en temps de crise la classe moyenne inférieure, dont les revenus se situent juste au-dessus des barèmes d'aide publique, par une aide d'urgence.

(Source : communiqué de presse)